

INVESTIR DANS L'ÉDUCATION : Une voie vers le développement

L'éducation est un droit humain fondamental et joue un rôle central dans la capacité des enfants de développer leur plein potentiel, en les munissant des compétences nécessaires pour mener une vie saine et productive. Elle possède à la fois un argument moral et un impératif économique. L'éducation renforce la capacité d'obtenir des revenus et les perspectives d'emploi des individus, en développant le développement économique et la réduction de la pauvreté.

Et il y a un rendement puissant des investissements. On estime qu'une année additionnelle dans l'éducation par personne a pour résultat en moyenne 6 % de croissance de PIB par tête.

Le résultat de l'Afrique dans les investissements dans l'éducation

L'Afrique a fait des avancées remarquables dans l'éducation avec un progrès considérable dans les niveaux primaire et secondaire dans les années récentes, ainsi que des résultats encourageants dans la réduction de l'écart des genres dans la participation de l'éducation.

En 2000 164 gouvernements ont résolu d'élargir l'enseignement en adoptant *la Déclaration de l'Éducation pour Tous de Dakar* qui inclue un objectif pour la région Afrique d'allouer au moins 7% de son PIB à l'éducation en 2005, et de l'augmenter à 9% en 2010. Depuis 2000, les gouvernements en Afrique ont reconnu l'importance d'investir dans l'éducation, accompagnée d'allocations budgétaires accrues à l'éducation dans les 10 dernières années.

Cependant peu de pays ont atteint les objectifs de Dakar et certains ont fait des réductions considérables dans leurs budgets d'éducation. La Commission pour l'Afrique estime qu'il ya un manque à gagner de 7-8 milliards de \$EU pour atteindre les objectifs d'*Éducation pour Tous* annuellement en Afrique Subsaharienne ;

- Les gouvernements en Afrique dépensent seulement 4% de leur PIB dans l'éducation - bien en dessous de l'objectif de Dakar de 9% en 2010
- Seuls six pays ont atteints l'engagement de Dakar d'allouer 9% à l'éducation - le Lesotho, Djibouti, le Botswana, le Swaziland, la Tunisie et le Kenya
- Le Lesotho est en tête du tableau avec des dépenses sur l'éducation de 13% de son PIB
- En revanche, le Soudan et la Guinée Equatoriale relativement riches économiquement ont dépensé seulement 0.3% et 1.4% de leur PIB respectivement
- L'Ouganda a augmenté son budget pour l'éducation de Presque deux tiers entre 2000-2008 tandis que le Lesotho, le Mali, le Mozambique, le Rwanda et le Sénégal ont augmenté leurs budgets d'éducation de 53-73% durant la même période
- Mais un certain nombre de pays ont fait des réductions de budget depuis 2000 - le Gouvernement du Congo (Brazzaville) réduit son budget d'éducation de plus de 70% et la Guinée Equatoriale, la Gambie et la Mauritanie réduisant leurs budgets d'éducation d'environ un quart¹.

Financer l'Éducation Primaire vs le Secondaire

La plupart des pays Africains ont une structure d'âge jeune dont pour beaucoup la majorité des investissements d'éducation sont dans le primaire. Les améliorations dans l'éducation secondaire sont vitales pour aider à atténuer l'inégalité et à promouvoir la croissance économique, pourtant les investissements publiques dans l'éducation secondaire demeurent relativement bas en Afrique.

Le déséquilibre entre le financement pour l'éducation primaire et le financement pour l'éducation secondaire doit être traité si les demandes des diplômés de l'école primaire pour une éducation continue doivent être satisfaites et que la main d'œuvre de l'Afrique ne soit pas piégée dans des emplois subalternes qui ont peu d'avantages.

Le Rapport d' ACPF montre que le secteur prioritaire des investissements pour la majorité des gouvernements en Afrique est l'éducation primaire;

- Les dépenses d'éducation primaire consomment en moyenne quelques 46 % des budgets d'éducation totaux en Afrique.
- Dans certains pays, tels que le Burkina Faso et le Niger, la part de l'éducation primaire dans les dépenses d'éducation est aussi élevée que les deux tiers (reflétant la population d'âge scolaire croissante)
- Pour 31 pays où les données sont disponibles, une moyenne de seulement 29% du budget national a été dépensée dans l'éducation secondaire
- Cependant, il y a quelques pays, tels que l'Angola, le Botswana, le Cameroun, le Congo (Brazzaville) et l'Ile Maurice où une grande part du budget d'éducation (de 41-57%) est allée à l'éducation secondaireⁱⁱ.

Qualité d'Education vs Cibles Quantitatives

La qualité d'éducation offerte est cruciale puisqu'elle va affecter au bout du compte la compétence et soit augmenter ou réduire les opportunités pour l'emploi dans des revenus à salaires élevés. Pourtant une préoccupation d'atteindre des cibles quantitative-en particulier pour la participation d'éducation- a été aux dépens de la qualité.

Dans ce monde compétitif, axé sur les connaissances, l'Afrique ne peut pas se permettre d'être en retard puisque la qualité d'éducation définit la qualité du capital humain et détermine la capacité future des enfants à être en compétition dans un marché de l'emploi de plus en plus mondialisé.

Il y a des indicateurs variés de la qualité d'éducation, des qualifications et expériences des enseignants, à l'accès et à l'utilisation des matériaux d'instructions et des résultats d'apprentissage.

Ce que les Gouvernements Africains doivent faire

- Les gouvernements ne doivent pas amoindrir la qualité d'apprentissage dans leurs efforts d'atteindre les cibles de participation d'éducation
- Les gouvernements doivent investir dans l'éducation secondaire comme partie intégrale de leur politique éducative et leurs budgets nationaux d'éducation
- Les gouvernements doivent s'attaquer aux questions concernant l'éducation des filles comme dans la majorité des pays en Afrique les filles ont un taux d'achèvement inférieur aux garçons (par exemple, au Tchad, la chance d'une fille achevant son éducation primaire est la moitié de celle d'un garçon). Une attention spéciale doit être accordée à l'éducation de niveau secondaire pour les filles.
- Il y a un besoin pour renforcer l'efficacité du budget dans le secteur par le biais d'initiatives complémentaires visant à améliorer la capacité des agences d'exécution, en renforçant la transparence et en assurant la participation et la supervision de la communauté.

- Les gouvernements ont besoin d'aborder la fréquentation scolaire parmi les enfants avec des handicaps qui est actuellement inférieur que celui des enfants non handicapés (avec une différence allant de 5% au Cameroun à moins de 2% en Mauritanieⁱⁱⁱ). Les gouvernements doivent s'efforcer de réduire la marginalisation à laquelle ces enfants sont confrontés dans l'accès à l'éducation.

ⁱ Données de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO (2010); UNESCO (2009); Indicateurs Mondiaux de Développement (2009); Perspective Economique Africaine (2009)

ⁱⁱ Données de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO (2009)

ⁱⁱⁱ Données des Etudes de Modules d'Indicateurs Multiples d'UNICEF (MICS) 2008.